Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour en savoir plus sur nos formations disponibles, veuillez visiter :
formav.co/explorer

LICENCE

**DROIT**

# ÉPREUVE C6 : IDENTIFIER ET RÉSOUDRE UN PROBLÈME JURIDIQUE

SESSION 2026

Durée : 3 heures

| SPÉCIALITÉ / UNITÉ | COEFF |
|---|---|
| DROIT | 3,0 INDICATIF, SELON LES DONNÉES FOURNIES |

Moyens de calculs et matériel autorisés :

**L'usage de la calculatrice n'est pas autorisé.**

**Aucun document ou matériel autorisé en dehors de ceux fournis avec le sujet.**

Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

Ce sujet comporte 8 pages numérotées de 1/8 à 8/8.

Les documents réponses en fin de sujet sont à rendre avec la copie.

# DOSSIER SUJET

## MISE EN SITUATION JURIDIQUE ET CONSIGNES GÉNÉRALES : SOCIÉTÉ ÉLECTROMAISON, VENDEUR PROFESSIONNEL ÉTABLI À LYON (RHÔNE)

Le présent sujet porte sur l'identification et la résolution d'un problème juridique en droit des contrats et en droit de la consommation. Le libellé C6 et le coefficient indicatif sont repris des données communiquées. La licence de droit ne dispose pas, pour ce libellé, d'un sujet national unique ni d'une durée nationale uniforme : les modalités d'examen relèvent de l'établissement et de ses modalités de contrôle des connaissances.

Vous êtes chargé d'analyser le différend opposant Mme Lina Martin à la société ÉlectroMaison. Vous devez qualifier juridiquement les faits, sélectionner les règles pertinentes parmi les documents fournis, les appliquer aux faits et proposer une solution argumentée. Les textes du dossier sont les seules sources normatives nécessaires à la résolution du cas.

Les réponses doivent être rédigées et motivées. Il ne suffit pas de recopier les textes : chaque règle invoquée doit être reliée aux faits utiles. Le barème total est de 20 points.

## PARTIE 1 : Qualification des faits et formulation du problème juridique (6 points)

***Identifier les parties, le contrat, les faits pertinents et la question de droit***

À partir des pièces et des règles figurant dans le dossier technique, présentez les éléments juridiquement utiles du différend entre Mme Martin et la société ÉlectroMaison. Distinguez les faits établis des affirmations contestées.

**Chronologie des faits**

| Date | Événement | Élément de preuve disponible |
|---|---|---|
| 15 octobre 2025 | Commande en ligne d'un lave-vaisselle neuf pour 649 euros, livraison et installation comprises | Confirmation de commande et facture |
| 20 octobre 2025 | Livraison et installation réalisées par ÉlectroMaison | Bon de livraison signé |
| 18 avril 2026 | L'appareil cesse de chauffer et ne termine plus les cycles | Courriel de Mme Martin et vidéo du défaut |
| 21 avril 2026 | Un technicien mandaté par le vendeur constate une panne du module de chauffage et ne relève aucun indice de choc ou de mauvaise utilisation | Compte rendu d'intervention |
| 25 avril 2026 | Mme Martin demande le remplacement de l'appareil sans frais | Courriel conservé par Mme Martin |
| 30 avril 2026 | Le vendeur refuse, invoque une mauvaise utilisation et ne propose ni réparation ni remplacement | Réponse écrite du service après-vente |

*Données communiquées par les parties et pièces du dossier*

**1.1** (2 points) Qualifiez juridiquement les parties et le contrat conclu. Précisez les obligations essentielles dont l'exécution est en cause dans le litige.

**1.2** (2 points) Relevez et classez les faits juridiquement pertinents. Indiquez quels faits sont établis par une pièce et quelle affirmation du vendeur demeure contestée au vu du dossier.

**1.3** (2 points) Formulez le problème juridique principal sous la forme d'une question de droit générale, sans reprendre les noms des parties.

## PARTIE 2 : Règles applicables et résolution du cas (8 points)

***Mobiliser les règles de conformité, de preuve et de remèdes contractuels***

Utilisez les extraits des DT 2 et DT 3. Toute conclusion doit distinguer la règle applicable, les faits qui la déclenchent et la conséquence juridique qui en découle.

**Éléments à confronter dans l'analyse**

| Élément | Donnée du cas | Point juridique à examiner |
|---|---|---|
| Qualité des parties | Mme Martin a acheté l'appareil pour son logement ; ÉlectroMaison vend des appareils dans le cadre de son activité | Application des règles relatives au consommateur et au vendeur professionnel |
| Délai d'apparition du défaut | Le défaut apparaît environ six mois après la livraison | Présomption applicable à un bien neuf |
| État de l'appareil | Panne du module de chauffage ; aucun indice de choc ou de mauvaise utilisation relevé lors de l'intervention | Conformité du bien et pertinence de l'argument du vendeur |
| Réaction du vendeur | Refus écrit de toute prise en charge ; aucun remède proposé | Droit à la mise en conformité et suites possibles |

*Les éléments de ce tableau doivent être appréciés au regard des textes fournis*

**2.1** (2 points) Déterminez si le défaut décrit est susceptible de relever de la garantie légale de conformité. Précisez les conditions relatives aux parties, à la nature du défaut et à son délai d'apparition.

**2.2** (2 points) Analysez la charge de la preuve et la présomption applicable. Appréciez la portée du compte rendu du technicien et de la seule affirmation du vendeur selon laquelle Mme Martin aurait mal utilisé l'appareil.

**2.3** (2 points) Exposez les remèdes que Mme Martin peut demander en priorité et les conditions dans lesquelles une réduction du prix ou la résolution de la vente peut être envisagée. Tenez compte du refus écrit du vendeur.

**2.4** (2 points) Concluez sur la solution juridique la plus fondée au vu des éléments fournis. Distinguez les faits établis, l'argument contesté et les conséquences que le vendeur devrait tirer de la demande de Mme Martin.

## PARTIE 3 : Formalisation d'une réponse juridique (6 points)

***Construire une argumentation et proposer une démarche adaptée***

Rédigez une réponse exploitable par Mme Martin. Elle doit être précise, ordonnée et fondée sur les textes reproduits dans le dossier. Vous pouvez compléter le document réponse DR 1.

**3.1** (3 points) Rédigez une argumentation juridique structurée, d'une longueur maximale de 250 mots, destinée à justifier la demande de remplacement sans frais. Elle doit exposer la règle, son application aux faits et la conclusion.

**3.2** (2 points) Proposez une démarche graduée en deux étapes en cas de maintien du refus du vendeur. Pour chaque étape, indiquez l'objectif et les pièces utiles à conserver ou à joindre.

**3.3** (1 point) Indiquez une limite de votre analyse : quel fait ou quelle pièce supplémentaire pourrait modifier l'appréciation juridique du litige, et pourquoi ?

# DOSSIER TECHNIQUE ET RESSOURCES

Documents ressources nécessaires à la résolution du sujet

## **DT 1** : DOSSIER FACTUEL : VENTE, DÉFAUT ET ÉCHANGES ENTRE LES PARTIES

Le 15 octobre 2025, Mme Lina Martin, domiciliée à Lyon, commande sur le site de la société ÉlectroMaison un lave-vaisselle neuf, modèle Aqua 600, au prix de 649 euros. La confirmation de commande indique que le prix comprend la livraison et l'installation. La facture est au nom de Mme Martin et précise que l'appareil est destiné à son domicile.

La livraison et l'installation ont lieu le 20 octobre 2025. Le 18 avril 2026, l'appareil cesse de chauffer et interrompt ses cycles. Mme Martin envoie au vendeur un courriel décrivant le problème et conserve une vidéo du défaut. Le 21 avril, un technicien mandaté par ÉlectroMaison constate une panne du module de chauffage. Son compte rendu mentionne qu'il n'a relevé ni choc ni indice visible de mauvaise utilisation. Ce compte rendu ne contient pas d'analyse contradictoire ni de conclusion sur l'origine exacte de la panne.

Le 25 avril 2026, Mme Martin demande par écrit le remplacement du lave-vaisselle sans frais. Le 30 avril 2026, le service après-vente refuse la demande, affirme que la panne résulterait d'une mauvaise utilisation, mais ne cite aucun fait précis à l'appui et ne propose ni réparation ni remplacement. Les documents listés ci-dessus sont réputés disponibles et lisibles dans le dossier.

Il n'est fourni aucune clause contractuelle excluant la garantie légale, aucun rapport établissant une faute de Mme Martin et aucun élément indiquant qu'elle aurait modifié ou réparé l'appareil.

**Pièces disponibles**

| Référence | Pièce | Information démontrée |
|---|---|---|
| P 1 | Confirmation de commande et facture du 15 octobre 2025 | Identité de l'acheteuse, achat d'un bien neuf, prix, livraison et installation comprises |
| P 2 | Bon de livraison du 20 octobre 2025 | Date de livraison |
| P 3 | Courriel et vidéo du 18 avril 2026 | Signalement du défaut et date de son apparition |
| P 4 | Compte rendu d'intervention du 21 avril 2026 | Panne du module de chauffage ; absence d'indice visible de choc ou de mauvaise utilisation |
| P 5 | Demande écrite du 25 avril et réponse du vendeur du 30 avril 2026 | Demande de remplacement et refus écrit du professionnel |

*Inventaire du dossier remis au candidat*

## **DT 2** : RÈGLES DE DROIT CIVIL APPLICABLES AU CONTRAT

Les extraits ci-dessous sont fournis pour la résolution du cas. Ils reproduisent les règles pertinentes du Code civil.

**Article 1103 du Code civil :** les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits.

**Article 1217 du Code civil :** la partie envers laquelle l'engagement n'a pas été exécuté, ou l'a été imparfaitement, peut notamment refuser d'exécuter ou suspendre l'exécution de sa propre obligation, poursuivre l'exécution forcée en nature, obtenir une réduction du prix, provoquer la résolution du contrat ou demander réparation des conséquences de l'inexécution. Les sanctions compatibles peuvent être cumulées ; des dommages et intérêts peuvent toujours s'y ajouter.

**Article 1353 du Code civil :** celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver. Réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation.

Pour le présent cas, l'examen de la demande porte d'abord sur la garantie légale de conformité du Code de la consommation. Les règles générales du Code civil permettent de comprendre les conséquences d'une inexécution et ne remplacent pas le régime spécial de cette garantie.

## **DT 3** : EXTRAITS UTILES DU CODE DE LA CONSOMMATION : GARANTIE LÉGALE DE CONFORMITÉ

Les dispositions suivantes sont fournies comme règles applicables au cas. Elles concernent un contrat de vente conclu entre un consommateur et un vendeur professionnel.

**Article liminaire du Code de la consommation :** le consommateur est une personne physique qui agit à des fins n'entrant pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole. Le professionnel agit à des fins entrant dans le cadre de son activité professionnelle.

**Article L. 217-3 :** le vendeur délivre un bien conforme au contrat et répond des défauts de conformité existant au moment de la délivrance. Il répond également des défauts de conformité résultant de l'emballage, des instructions de montage ou de l'installation lorsque celle-ci a été mise à sa charge ou réalisée sous sa responsabilité.

**Article L. 217-7 :** les défauts de conformité qui apparaissent dans un délai de vingt-quatre mois à compter de la délivrance d'un bien neuf sont, sauf preuve contraire, présumés exister au moment de la délivrance. Le vendeur peut combattre cette présomption dans les conditions prévues par la loi.

**Article L. 217-8 :** le consommateur a droit à la mise en conformité du bien par réparation ou remplacement. La mise en conformité est effectuée sans frais pour le consommateur et dans les conditions prévues par les articles suivants. Le consommateur peut obtenir une réduction du prix ou la résolution du contrat dans les cas prévus par la loi, notamment si le vendeur refuse la mise en conformité, si celle-ci ne peut être effectuée, si elle n'intervient pas dans le délai légal ou si le défaut persiste après une tentative de mise en conformité.

**Article L. 217-10 :** la mise en conformité intervient dans un délai raisonnable, qui ne peut excéder trente jours suivant la demande du consommateur, sans inconvénient majeur pour celui-ci et sans frais.

**Application au dossier :** l'appareil est neuf et la panne est apparue environ six mois après sa délivrance. Le compte rendu du technicien constate une panne et ne relève aucun indice de mauvaise utilisation. Le dossier ne contient pas d'élément établissant une cause imputable à Mme Martin.

**Repères pour l'application des règles**

| Question | Règle fournie | Application à vérifier |
|---|---|---|
| Qui bénéficie du régime ? | Consommateur contractant avec un vendeur professionnel | Acheteuse agissant pour son domicile et société vendant dans le cadre de son activité |
| Quel délai de présomption ? | Vingt-quatre mois à compter de la délivrance pour un bien neuf, sauf preuve contraire | Panne signalée environ six mois après la livraison |
| Quel premier remède ? | Mise en conformité par réparation ou remplacement, sans frais | Demande de remplacement adressée au vendeur |
| Que peut entraîner un refus ? | Ouverture des remèdes prévus par la loi, dont réduction du prix ou résolution dans les conditions applicables | Refus écrit, sans proposition de réparation ou de remplacement |

*Synthèse des règles reproduites dans le présent document*

**NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE**

**DR 1** : Grille de résolution juridique à rendre avec la copie — **À RENDRE AVEC LA COPIE**

Complétez le tableau avec des formulations concises. Chaque réponse doit être reliée aux faits et aux règles du dossier. Vous pouvez poursuivre sur votre copie si nécessaire.

**Analyse structurée du problème juridique**

| Étape du raisonnement | Réponse du candidat |
|---|---|
| Qualification des parties et du contrat | ..... |
| Faits déterminants et éléments de preuve | ..... |
| Problème juridique | ..... |
| Règle de droit applicable | ..... |
| Application de la règle aux faits | ..... |
| Solution et démarche proposée | ..... |

*Document réponse à compléter par le candidat*

**Cadre réservé aux justifications, calculs complémentaires ou schémas du candidat :**

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.